

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'invitation de l'ancien Premier ministre travailliste James Callaghan, Président du Royal Institute of International Affairs à Londres, sur le bilan économique et politique de l'Europe communautaire et différentes propositions de coopération européenne notamment en matière de défense, jeudi 15 janvier 1987.

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Lorsque j'ai reçu cette invitation du Président Callaghan, j'ai pensé que c'était une excellente occasion pour moi de m'exprimer sur un sujet qui m'est cher, devant un public aussi informé que le vôtre. Je vous remercie donc de cette invitation, et je m'efforcerai, dans le délai qui m'est imparti de traiter un sujet si vaste qu'il y faudrait non seulement des heures mais des conférences et donc beaucoup de temps. Je serai donc contraint de m'en tenir à quelques idées essentielles, et à un discours extrêmement cursif qui apparaîtra du même coup peut-être exagérément schématique. Mais c'est la loi du genre, et je ne puis faire autrement si je veux laisser du temps à celles et ceux d'entre vous qui souhaiteront me poser des questions.

- Il y a quelques jours, en France, j'ai adressé pour le premier de l'An, c'est-à-dire le 31 décembre au soir, un message aux Français. Et dans ce message, j'ai notamment indiqué l'une des intentions majeures de mon action. J'ai dit : "la France est notre patrie et l'Europe notre avenir". Je le pense depuis longtemps. Venu avec mon ami Maurice Faure en avion tout à l'heure, nous évoquions les années passées. Et je rappelais, ce que je fais souvent parce que c'est pour moi une source d'orgueil, c'est-à-dire une marque de continuité, que j'étais l'un des survivants aujourd'hui, parmi ceux qui avaient pris part au congrès de La Haye, le premier congrès européen de l'histoire, en 1948, sous la présidence de Winston Churchill. Depuis cette époque, j'ai constamment accompagné le mouvement de ceux qui se sont déclarés artisans, pionniers, fondateurs, de ce qu'on appelle, d'un terme simple mais qui se comprend bien, l'Europe.

- Nous allons bientôt célébrer le trentième anniversaire du Traité de Rome qui représente l'acte majeur de l'histoire de l'Europe jusqu'ici. Nous fêterons l'année prochaine, la mémoire de l'un des fondateurs, Jean Monnet, et nous avons célébré, il y a peu, la mémoire d'un autre homme d'Etat français associé un moment à cette construction, qui était Robert Schuman.

- Je n'ai pas suivi ces hommes illustres dans chacune de leurs conceptions mais j'ai suivi le mouvement général de leurs pensées et de leurs actions. C'est à ce titre que je m'exprime devant vous ce matin, cherchant à définir d'une façon simple, ce qu'est l'Europe telle que je la conçois, pourquoi l'Europe, et qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui, dans sa définition malheureusement restrictive de l'Europe de la Communauté européenne.

- L'essentiel de mon propos tournera autour de trois thèmes principaux. Le premier : qu'est-ce qui a été fait ? Où en est l'Europe de la Communauté ? Le deuxième thème : que reste-t-il à

qui a été fait ? Où en est l'Europe de la Communauté ? Le deuxième thème : que reste-t-il à réaliser de ce qui a été décidé ? Malheureusement beaucoup de choses. Troisième thème : quels sont les projets, les idées, les thèmes nouveaux, quels sont les espaces nouveaux qui s'offrent à l'Europe si l'on veut qu'elle réussisse, c'est-à-dire si on veut éviter qu'elle achoppe, après trente, quarante années, ou un demi siècle d'existence. Où en sera-t-elle au siècle prochain ?\

Alors pourquoi l'Europe ? A vrai dire, pendant des siècles, elle a existé sans le savoir. Et elle pouvait se dispenser de rechercher une définition parce qu'elle était omniprésente. Elle pouvait se permettre d'être divisée, d'être morcelée, partagée, de laisser de temps à autre les dominations de la puissance ou de l'ambition se développer & elle n'en était pas moins l'Europe & elle disposait d'une culture diverse, variée, multiple, complémentaire & elle disposait d'une autorité considérable dans le monde. Elle est à l'origine non pas des civilisations mais d'une grande et forte civilisation, elle a surtout su réaliser la synthèse des civilisations antérieures. Alors pourquoi l'Europe, l'Europe de la Communauté ?

- Cette Europe, que je viens de décrire trop rapidement, trop succinctement, donc trop imparfaitement, celle qui ne connaissait pas de passeport, celle qui permettait aux voyageurs, je pense à ceux du XVIIIème siècle, d'aller d'une cour à l'autre, d'enseigner, de porter assez loin les philosophies qu'ils concevaient, à la littérature d'être également partagée, bref à la circulation d'être aisée - du moins entre les couches aristocratiques ou de la grande bourgeoisie -, cette Europe-là se faisait d'elle-même, sans trop qu'on y pense.

- Et voilà que les deux guerres mondiales, successives et à peu de distance, ont montré, je ne dirai pas provoqué, le déclin de l'Europe & elles ont en tout cas révélé la force de ce déclin. C'était une sorte de rage d'autodestruction, une guerre civile européenne accompagnée de la fin des empires coloniaux, tandis que naissaient d'autres empires dont les plus importants sont bien connus : celui des Etats-Unis d'Amérique et celui de l'Union soviétique. Naissance de deux empires qui exerçaient leur contrôle, leur tutelle, et pour employer un terme plus diplomatique, leur influence sur l'Europe.

- L'Europe, coupée en deux, ayant véritablement perdu son influence politique, voyait se propulser sur la surface de la planète des formes d'expression, des centres de décisions, qui tous se situent, ou presque, en dehors d'elle. En même temps se produisait alors une chute impressionnante de la démographie. En Extrême-Orient, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde se développait une montée en puissance du nombre des hommes.

- Alors on a vu se déplacer les grands axes de l'histoire, - ceux que nous avons appris en naissant, qui nous étaient enseignés par nos livres d'école -, les grands axes de la puissance de l'Europe, la Manche ou le Rhin, et puis un peu plus tard, la Méditerranée. Quand je dis plus tard c'est par rapport à l'histoire de l'Europe. Ensuite ce fut la grande ligne atlantique qui a laissé place, il faut le reconnaître, aux deux rivages du Pacifique. Ce déplacement est très significatif du déclin de l'Europe.

- Bien, et j'en aurai fini avec ce premier préambule, l'idée qui s'est emparée de l'esprit de beaucoup d'Européens, qui consistait à ramener l'existence historique de l'Europe sur ses propres rivages, au coeur-même de son continent, pouvait apparaître, et m'apparaître à moi, comme l'une des grandes ambitions des temps modernes. D'autant plus que chacun des pays qui la composent, cette Europe, souffre aujourd'hui de la faiblesse de l'Europe. D'abord de sa propre faiblesse, d'un manque de dimension et de la carence collective. Le chacun pour soi, c'est l'assurance que l'Europe aura disparu pour longtemps - avec les pays qui la composent - des centres de puissance. Ce n'est pas que la puissance soit en soi un objectif idéal mais enfin puisque nos sociétés sont des sociétés politiques, puisqu'elles sont porteuses de valeurs de toutes sortes, spirituelles, culturelles et matérielles, ou bien l'on renonce à exister en temps que collectivités sur le sol du monde, ou bien on y prétend, et je suis de ceux, pardonnez-moi de vous le dire, qui y prétendent.\

J'ai dit pourquoi l'Europe. Qu'est-ce que l'Europe ? Maintenant je dirai qu'est-ce que l'Europe, je veux dire qu'est-ce que l'Europe de la Communauté ? Ca a d'abord été l'Europe à Six, à partir des années 1950 - 1957. Cette Europe-là s'est esquissée autour de la Communauté économique du charbon et de l'acier, et s'est affirmée tout à fait autour du Traité de Rome en 1957. Qu'est-ce

que c'était au fond que cette Communauté ? C'était essentiellement un marché commun agricole, une union douanière, et des tarifs préférentiels mais en même temps, une sorte d'apprentissage de la vie en commun.

- Les Communautés se sont étendues, se sont élargies, elles ont eu des ambitions sur les technologies & elles en ont encore sur les transports, sur l'environnement, elles ont développé leurs institutions. La géographie le montre : six, neuf, dix, douze aujourd'hui. En même temps que cette Europe s'étendait à ces douze pays, elle changeait de nature, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait plus avoir exactement le même comportement que lorsqu'elle était ramassée sur elle-même. Elle présentait pour certains le danger, pour d'autres l'avantage, de passer d'un stade de zone protégée à une sorte de zone où les aspirations d'un libre change universel risquaient de détruire les structures initiales.

- C'est aujourd'hui l'Europe à douze et il faut savoir se prémunir à mesure que l'on grandit, contre les risques d'éclatement, contre les crises de croissance. Nous vivons à l'heure actuelle une crise de croissance.

- Il y a eu beaucoup de crises. Il y a eu la crise de 1965, où l'Europe a changé de cours puisque l'on a admis à Luxembourg en janvier 1966 que, si l'un des pays qui constituait l'Europe évoquait telle ou telle raison de force majeure, on pouvait tout simplement arrêter, enrayer, le développement des projets européens. On a connu aussi une crise larvée dans les années 1980 : des contentieux s'accumulaient & lorsque j'ai moi-même assuré, au nom de mon pays, la présidence de la Communauté en 1984, j'avais compté 17 contentieux graves & ils ont été, pour la plupart, réglés. Certains d'entre eux réapparaissent aujourd'hui.

- Je terminerai ce deuxième point de mon préambule en vous disant que cette Europe-là après tout, cette Europe des Douze, c'est une Europe du hasard. Une Europe du hasard, qui est née de la guerre. Du hasard de la guerre, du hasard des rapports de force. Pourquoi l'Allemagne et pourquoi pas l'Autriche ? Pourquoi le Danemark et pourquoi pas la Suède ? Pourquoi la Grèce et pourquoi pas la Pologne ? L'Europe du hasard, là où les armées et les diplomates ont borné les frontières, les frontières de deux mondes, ces frontières qui marquent les divisions profondes de l'Europe.

- Et pourtant dans l'esprit qui animera mon propos, il y aura cette idée fondamentale : que la Communauté c'est bien, c'est même tout à fait nécessaire. On ne peut pas se contenter de ce qui est, il faut renforcer cette Communauté des Douze, mais il faut toujours avoir le regard porté à l'extérieur, c'est-à-dire vers le reste de l'Europe. Il a fallu d'abord fonder les réconciliations nécessaires entre les anciens adversaires. La réconciliation franco-allemande, pour ne parler que de mon pays, a été l'un des éléments déterminants de l'immédiate après-guerre. Aujourd'hui on doit penser que les réconciliations par cercle concentrique qui ont permis à l'Europe de passer à Douze, devraient permettre un jour à l'Europe dite de l'ouest, d'engager un dialogue plus fécond avec l'autre Europe, qui est aussi l'Europe. Mais l'Europe en dépit des obstacles qu'elle rencontre à un langage commun. C'est une Europe du hasard mais ce n'est pas une Europe contrefaite & c'est une Europe incomplète, ce n'est pas une Europe difforme. Les Douze sont faits pour vivre ensemble.\

Ayant dit ces choses, je voudrais maintenant aborder le schéma même de mon exposé. Ce qui a été fait.

- Vous qui appartenez à cet Institut, vous êtes des personnes qui suivez de près l'ensemble des problèmes. Je ne voudrais pas avoir l'outrecuidance de sembler vous apprendre quelque chose. J'ai seulement essayé de mettre en forme, de réaliser une synthèse rapide et de ce fait un peu trop superficielle.

- Il faut quand même que je rappelle que si l'on a commencé, je l'ai dit tout à l'heure, par la CECA, Communauté européenne du charbon et de l'acier (1950), si l'on a parachevé les premières tentatives par le Traité de Rome de 1957, au cours de ces dernières années, un certain nombre de progrès sensibles et structurels ont été réalisés. Je les rappelle en les énumérant simplement : chacun d'entre eux mériterait un exposé très approfondi. Je vois ici de très nombreuses personnalités qui en ont été les artisans et qui les connaissent mieux que moi.

Ils pourraient beaucoup en parler. D'autres, ceux qui les ont suivis de plus loin, m'excuseront de ne pouvoir en dire davantage.

- En 1974, on a créé le Conseil européen, c'était au temps du septennat de mon prédécesseur. Le Conseil européen est une initiative que je crois importante. Il présente aussi des inconvénients. Jusqu'alors c'étaient les ministres, le conseil des ministres, les ministres des affaires étrangères, qui se réunissaient, et gouvernaient l'Europe. Avec la Commission `Commission européenne`, ils représentaient l'exécutif et ils rapportaient leurs délibérations devant leur gouvernement et les décisions politiques se prenaient alors. Le Conseil européen permet aux chefs d'Etat et de gouvernement de se réunir eux-mêmes. Inconvénient : ils ont tendance, ou plutôt le Conseil des ministres a désormais trop tendance à se débarrasser des questions difficiles pour en laisser le soin au Conseil européen proprement dit, c'est-à-dire aux chefs d'Etat et de gouvernement. De ce fait ceux-ci peuvent passer trois ou quatre sessions à discuter du beurre, du prix du lait et de toute une série de procédures extrêmement complexes qui ne sont, à l'évidence, pas de leur ressort. Si bien qu'il y a une sorte de télescopage entre les deux institutions : le Conseil des ministres d'une part, le Conseil européen d'autre part. Il n'empêche que la responsabilité politique est mieux engagée et que de ce fait une volonté de l'Europe peut mieux se dessiner.

- En 1979, s'est mis en place le Parlement européen élu au suffrage universel.

- Troisième réforme importante, - je remonte tout juste aux douze ou treize dernières années - l'institution du système monétaire européen. Une charte monétaire en 1978, et le projet de parvenir à partir de 1981 à la création d'un Fonds monétaire et d'une monnaie de réserve : l'écu. Voilà pour la période passée.\

Dans une période plus récente, celle à laquelle j'ai moi-même participé en tant que membre de la Communauté représentant la France : l'Europe dite bleue, c'est-à-dire l'Europe maritime, l'Europe de la pêche et l'Europe technologique qui était déjà née mais qui a connu un plus grand développement depuis quelques années. Je me souviens d'être venu ici auprès de Sa Majesté la Reine, visiter le Jet `Joint european torus`. Il y a eu Ariane, Airbus, d'autres réalisations encore. L'Europe technologique, c'est aussi une initiative importante je crois, qui dépasse les limites de la Communauté des Douze. C'est Eurêka qui permet à toute une série d'entreprises industrielles de mettre en commun leurs recherches et leurs réalisations.

- Donc l'Europe bleue et l'Europe technologique qui a connu un grand développement et l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal - on est passé de Dix à Douze - et l'Europe des citoyens lancée autour d'un rapport présenté par une personnalité italienne, M. Adonino, pour que les habitants de l'Europe, en dehors des définitions politiques et des définitions institutionnelles, ressentent la réalité de l'Europe. L'Europe des citoyens, c'est par exemple faciliter le franchissement des frontières ou la liberté d'installation pour des professions libérales, ou encore l'équivalence des diplômes. J'en passe, les exemples seraient multiples.

- Enfin le rapport que M. Maurice Faure a élaboré dans le -cadre de la Commission Dooge pour développer les institutions, a pratiquement abouti au contenu de l'Acte unique qui est la dernière grande réalisation de ces dernières années.

- L'Europe bleue, le développement de l'Europe technologique, l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, l'Europe des citoyens, enfin l'Acte unique, c'est-à-dire la naissance d'un grand marché intérieur. L'Acte unique, décidé à Luxembourg, en décembre 1985, prévoit l'aboutissement du marché intérieur pour le 1er janvier 1992. Cet Acte unique, s'il parvient à son terme, comme je le souhaite - et les obstacles seront considérables -, cet Acte unique, peut avoir une portée aussi décisive que le Traité de Rome lui-même.

- Enfin, dans ce bilan, n'oublions pas un aspect que je cite pour mémoire - mais qui est fort important - c'est l'activité de cette même Communauté en dehors de ses frontières. Non seulement un certain nombre de prises de positions politiques, mais aussi des prises de positions économiques, en particulier les accords de Lomé et Lomé III permet à l'Europe d'être présente auprès de 65 pays du monde en Afrique, dans le Pacifique, aux Caraïbes. Les accords de Lomé, c'est une démarche commune pour le développement, pour l'aide au tiers monde, qui représente aussi une présence de tous ordres de l'Europe. S'il n'y avait que cet exemple, il serait déjà démonstratif pour montrer que le chemin suivi était le bon.

démonstrait pour montrer que le chemin suivi était le bon.

- J'aurais pu m'attarder, il faudrait le faire, sur quelques aspects. Par exemple le Conseil européen. Avec l'Acte unique, le Conseil européen, désormais, est intégré aux institutions. C'était une institution décidée par quelques-uns, elle a été mise en place d'une façon pragmatique, elle est désormais une institution consacrée par traité.

Je voudrais en dire davantage sur le système monétaire européen. C'est une coopération monétaire, afin de créer - je n'ose le dire en ce moment - une zone de stabilité monétaire en Europe, en fixant un cours de change, en organisant la convergence des politiques économiques. Le SME comporte trois volets :

- D'abord une monnaie, l'écu, créé en échange des réserves, - 20 % en or et en dollars - déposées par les banques centrales auprès du Fonds européen de coopération monétaire.
- Ensuite, c'est un mécanisme de change, tel que l'on ne peut pas aller au-dessus ou au-dessous d'une limite de 2,25 % de fluctuation permise - exception faite pour la lire italienne qui peut aller à 6 % - £ vous savez autant que moi, que la livre est absente de ce mécanisme de change, de même que les monnaies grecque, espagnole et portugaise. Certes, le fait que la livre ne soit pas membre inscrit un point d'interrogation de grande ampleur quant au développement du système monétaire européen.
- Le SME, c'est enfin, un mécanisme de crédit : à très court terme - 45 jours, renouvelable - £ à court terme - trois mois, renouvelable - £ à moyen terme, deux à cinq ans.
- Sur le système monétaire européen, je reviendrai tout à l'heure, lorsque je dessinerai quelques traits d'avenir, pour vous dire : ou bien le système monétaire européen réussira - mais il est menacé - et l'Europe pourra se faire, ou bien il échouera et l'Europe ne se fera pas. Ceux qui contribueront à l'édification, à la consolidation de ce système auront fait le choix de l'Europe £ ceux qui ne feront pas cela auront fait choix d'en finir avec l'Europe et de passer à autre chose. Car aujourd'hui se dessinent des crises, après celles que j'évoquais tout à l'heure. Que va devenir la politique agricole commune avec le problème des excédents ?
- Que va devenir le système monétaire européen face au bloc du dollar et du yen ? Va-t-il rester une petite zone de stabilité dans une immense zone, dans un océan d'instabilité, puisqu'il n'y a pas d'ordre économique mondial ?

Quant au Parlement, j'aurais pu m'y attarder un moment, mais je me contenterai de dessiner quelques traits. Il faut savoir qu'en dépit des progrès et de son élection au suffrage universel, il n'a pas de compétence législative £ il peut amender, en revanche, les projets de budget, mais il n'a pas de compétences pour le vote des recettes. A Luxembourg, il a été décidé que le Parlement européen donnerait un avis conforme dans deux cas, les nouvelles adhésions et lorsqu'il y aurait des accords d'associations, et qu'il serait associé à la décision dans des domaines comme la libre circulation des travailleurs, le droit d'établissement, la politique sociale, l'harmonisation des législations.

- Voilà à peu près le point où nous en sommes.

Le deuxième thème que j'entends développer devant vous c'est : désormais il nous appartient de réaliser ce qui a été décidé.

- Beaucoup d'éléments de ce que je viens de rapporter sont entrés dans les faits, beaucoup d'autres sont restés en suspens. Et il est bien clair - ce sera le refrain du début à la fin de ce rapide exposé - il est bien certain que sans une volonté politique tendant à la construction d'une Communauté véritable, l'ensemble des dispositions déjà en exercice iront se délitant, tandis que ce qui reste à faire ne sera pas fait. Alors voilà, avons-nous décidé ou pas, d'être des ouvriers consciencieux, alors que nous en sommes simplement à la troisième ligne des pierres sur un mur et que, à la fin du compte, ce sera une cathédrale ? Je me souviens de cette anecdote, et qui me paraît chargée de symbole, particulièrement pour l'Europe. C'était au Moyen-Age, un voyageur rencontre deux ouvriers qui édifient un mur. Le voyageur s'intéresse, dit au premier ouvrier : "Mais qu'est-ce que vous faites-là ?" Et l'ouvrier dit : "Je fais un mur, je mets des pierres l'une sur l'autre". Le voyageur se retourne vers le deuxième ouvrier et lui dit : "Mais qu'est-ce que vous faites-là ?" Et le deuxième ouvrier lui dit : "Je bâtis une cathédrale". Selon l'idée qu'on s'en fait on veut l'Europe ou on ne le veut pas. Ce qui a été fait, c'est soit quelques pierres ayant l'allure

d'un mur, on peut aussi penser qu'il y aura, en fin de compte, une cathédrale.\

J'ai parlé tout à l'heure de la politique agricole et de la nécessité de mettre un terme aux excédents abusifs, tandis que le marché international se resserre, que la concurrence américaine s'affirme avec le retour au protectionnisme, tandis qu'un certain nombre de pays du tiers monde, je pense à l'Argentine, deviennent de plus en plus demandeurs d'une part de marché, en particulier pour les céréales et pour la viande.

- Crise budgétaire ? Il faut quand même savoir que le budget de l'Europe est un petit budget. Si l'on raisonne par -rapport à ce budget, les demandes d'augmentation apparaissent importantes. Si l'on raisonne par -rapport au produit national brut de la Communauté, ce budget est insignifiant. Donc, là aussi, il y a un point de départ au raisonnement. Et selon le point que l'on retient, on est plutôt pour ou on est plutôt contre. J'avais préconisé avec d'autres, dès le sommet de Londres, il y a déjà quelques années ` novembre 1981 ` , que l'on pût augmenter les ressources propres au-delà du 1 % de TVA. On est passé à 1,4 %... Avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal on atteint déjà la limite de ce qui peut être dépensé. On est déjà obligé de choisir entre le développement de la politique agricole, ou par exemple, le développement des programmes intégrés méditerranéens, de la politique régionale.\

Et puis enfin, on ne s'est pas suffisamment posé la question, quelle agriculture pour l'Europe ?

On se pose toujours la question : comment faire, que va-t-on faire des agriculteurs ? Il faut d'abord répondre à la question : quelle agriculture pour l'Europe ? Si l'on veut faire une agriculture industrielle, purement industrielle, hors sol, On peut installer des usines agro-alimentaires à Picadilly ou sur la place de la Concorde. Bien entendu, il n'y aura plus d'agriculture à la campagne, il n'y aura plus ces exploitations plus ou moins importantes, il n'y aura plus cette installation humaine sur le sol, on en aura fini avec la civilisation dont nous sommes issus. Je suis de ceux qui pensent que ce serait une grave erreur. En tout cas ce serait un contresens absolu avec l'intention initiale des fondateurs de l'Europe. Lorsqu'on a signé le Traité de Rome, on n'a pas voulu n'importe quel marché commun agricole, on a voulu une certaine agriculture pour l'Europe, une certaine forme de civilisation rurale. Bien entendu, cela ne doit pas aller jusqu'à l'absurde. On ne peut pas ignorer non plus les progrès de la technologie, le développement colossal de la productivité, on doit tenir compte de tous ces éléments et pas simplement de la rentabilité. Quand on produit, il faut vendre £ mais on produit quoi, comment, pour vendre et vendre à qui ? Il est évident que le marché se resserre partout.

- Donc, si l'on veut réaliser ce qui a été décidé en matière agricole, il faut un grand débat.

Personnellement, je préconise qu'il y ait une sorte de conférence de travail, une grande consultation, bien entendu entre les Etats mais aussi entre les organisations agricoles. Il faut que les uns et les autres repensent ensemble ce que doit être la politique agricole de l'Europe au cours des 10 à 20 années qui vont suivre car le moment est décisif. Selon que l'on bifurque d'un côté ou de l'autre, il n'y aura plus de véritable agriculture, il n'y aura plus d'agriculteurs, de paysans, il n'y aura donc plus une certaine Europe à laquelle nous sommes attachés, sans que l'on puisse nous accuser de passéisme, car c'est une forme de civilisation.\

Le système monétaire : les secousses actuelles montrent bien qu'il est en péril. Il est en péril d'abord parce qu'il se trouve isolé en face de monnaies qui jouent leur jeu. Voyez ce qui se passe sur le dollar. Il est évident qu'à partir du moment où dans le système monétaire européen se trouvent des monnaies qui ne sont pas en tête, mais dans un 2ème, 3ème, 6ème, 7ème wagon, ces monnaies sont ballottées dans les courbes comme on l'est dans un chemin de fer de telle sorte qu'à tout moment, il risque de dérailler. Mais en effet, cette zone de stabilité dans un océan de troubles et d'incertitudes, et de désordre, cela nécessite un soin particulier. Personnellement, je vous le dirai tout à l'heure, c'est un des points sur lequel j'accroche le plus. Il faut savoir si les pays intéressés, - je pense à l'Allemagne, je pense à la France mais je pense aussi aux autres - sont décidés à renforcer ou non leur système monétaire.\

Dans ce qui a été décidé, il y a un programme de recherche. On a déjà vu de grandes réalisations, je ne les citerai pas toutes : Esprit, Race, la Fusion nucléaire. Pour ces projets, il faut dégager des ressources nouvelles. A l'heure actuelle, on a tendance à raréfier l'oxygène qui

permettrait d'entretenir les grandes entreprises humaines au sein de l'Europe. La recherche, cela représente environ 2,5 % du budget communautaire & c'est extrêmement peu. J'ai proposé Eurêka qui n'est pas uniquement communautaire, qui rassemble 19 pays d'Europe mais qui doit se développer en harmonie avec la Communauté et avec le programme-cadre de recherche présenté par le Président de la Commission européenne M. Delors. Tout cela doit s'harmoniser. Eh bien, il faut le dire, pour l'instant il n'y a pas de crédits suffisants. Il faudra bien dégager des ressources nouvelles ou bien le développement technologique de l'Europe arrivera trop tard, après des économies plus actives, je pense à celles du Japon ou à celles des Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci auront pénétré l'ensemble des groupes industriels de chacun de nos pays pris isolément. Je ne suis pas hostile à ces prises de participations, j'ai encouragé certaines d'entre elles en France & il ne s'agit pas de s'enfermer mais il ne faut pas non plus être dépossédé de ses propres biens, de son propre capital et surtout de sa principale ressource qui est celle de l'intelligence. Et si désormais pour affirmer ses capacités un savant, un expert, un chercheur, un ingénieur, un cadre doit émigrer en Californie ou dans les environs de Tokyo, que restera-t-il dans le monde européen pour aider à notre développement ?\

Il y a le problème de la cohésion. Nous sommes douze mais sommes-nous vraiment douze lorsque nous abordons les conférences commerciales mondiales, celles du GATT ? Rendez-vous est déjà pris. Est-ce que nous avons la même position par -rapport aux demandes de nos partenaires ? Est-ce que l'on va traiter différemment l'industrie et l'agriculture, comme on le voulait au départ du côté américain ? Et lorsque l'on parle de l'industrie est-ce que l'on parlera des brevets ? Est-ce que l'on parlera des marques ? Et que dira-t-on sur les services ? Un certain nombre de pays du tiers monde ne se sentent pas prêts à ce type de discussions.\

Pour le marché intérieur, je vous l'ai dit tout à l'heure, il faut une volonté politique. Car dans les cinq ans qui viennent, il faudra harmoniser l'économie, le social, le culturel, la formation des hommes, la monnaie. Qu'il manque un seul de ces éléments et le marché intérieur échouera. On n'imagine pas qu'il puisse s'installer d'un grand marché intérieur où tout est libre et commun tandis qu'il y aurait des législations protectionnistes ou contraignantes, qu'ici on travaillerait tant d'heures par jour, que là on travaillerait autrement & que l'organisation du travail serait différente, que les relations sociales seraient ici fécondes et là resteraient arides. Il y a une logique du système. Ceux qui ont signé l'Acte unique de Luxembourg pour la -constitution d'un marché intérieur en cinq ans, devaient avoir songé à toutes ces perspectives ou bien ils auraient pêché par légèreté. On est engagé, il faut aboutir.

- Enfin les programmes intégrés méditerranéens, il n'est pas possible d'imaginer que l'Europe pourrait se développer avec des zones qui seraient exagérément en retard par -rapport aux autres. Il se produirait un déséquilibre. Tout le sud de l'Europe, moins bien servi sur le -plan de la production par la nature, - même s'il est mieux servi sur le plan de l'esthétique, du tourisme - risque de sombrer dans une grande misère si l'Europe régionale n'est pas intelligemment menée. - Voilà. Prenons vraiment conscience de ce qui a été décidé, et ayons véritablement la volonté de mener à bien ces décisions, - je viens de relever quelques absences, quelques manques ou carences -.\

Existe-il des terrains nouveaux qui permettront à l'Europe d'être vraiment l'Europe ?

- J'en citerai sept :

- D'abord l'Europe sociale. J'ai parlé à l'instant des conditions de travail et des conditions de l'emploi. Cela fait partie du marché intérieur, on n'y parviendra pas sans cela.

- Je citerai la croissance. Il existe un projet européen que M. Delors a appelé la stratégie coopérative de croissance. Autour de quel pôle développer cette croissance ? Cette action nous paraît indispensable quand ce ne serait que pour guérir l'Europe de cette maladie mortelle qui s'appelle le chômage. On répondra par : grands chantiers, grands travaux, moyens de communications. D'abord l'exemple type, c'est l'exemple transmanche que j'ai eu la joie de signer avec Mme le Premier ministre du Royaume-Uni. Par -rapport aux moeurs et aux usages, c'est une véritable révolution. Il est vrai que si l'ensemble des moyens de communication européens permettent d'être reliés avec ce tunnel transmanche, à partir de là, l'ensemble de

L'Europe communautaire sera inerte de telle sorte qu'aucun pays ne sera en mesure de mener durablement une économie, une société, un développement d'équipement indépendants des autres & il faut le savoir.

- Les autoroutes, le système des trains à grande vitesse - quelle que soit la marque et la nationalité -, aujourd'hui cela existe en France, mais avec les projections vers la Belgique, vers la Hollande, vers l'Allemagne, vers Londres, avec les autoroutes qui se relient aujourd'hui dans le Nord de l'Europe, avec ce qui pourrait aller vers l'Orient de l'Europe, tout ce système peut avoir un effet considérable pour recréer les conditions d'une Europe qui ressemblerait à celle du XVIIIème siècle mais qui, cette fois-ci, ne serait plus réservée à quelques privilégiés.

- Quand on parle communication, j'en dirai un mot dans un instant, on peut penser à tout ce qui est la télécommunication et tout ce qui est audiovisuel. Donc l'Europe sociale : indispensable.

Qu'il y ait une Europe des conditions de travail. Indispensable qu'il y ait une Europe de la croissance autour de ces grands chantiers, d'abord, mais aussi autour de beaucoup d'autres initiatives. Qu'est-ce que l'on attend pour fonder véritablement l'Europe des transports par exemple. Il y a de timides avancées, chacun a des arguments pour retarder les échéances. Chacun bien entendu, au moment de passer à l'acte a je ne sais quel retrait qui est synonyme d'impuissance. Il faut véritablement que ces Europe-là, celle de la communication, celle des transports, celle de l'environnement, se développent en même temps que les Europe agricole, industrielle, technologique.\

J'ai parlé tout à l'heure de l'Europe scientifique et technologique. Le terrain nouveau cette fois-ci est immense, parce que l'Europe a d'immenses ressources, des ressources d'intelligence, de compétence et de technicité tout à fait comparables aux plus grands du monde actuel. Savez-vous que nous avons - nous tous ensemble - des crédits pour la recherche plus importants que ceux des Etats-Unis d'Amérique ou que ceux du Japon ? Et savez-vous que tous ces crédits ensemble, - intellectuellement additionnés mais ils ne le sont pas dans la réalité - produisent une capacité d'expansion cinq fois moindre que les leurs ? Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Les intelligences sont là, les ressources existent et elles ne sont pas utilisées.

- Je pense donc que nous devons avoir des programmes de technologie extrêmement puissants. Parmi eux, je sais que c'est un sujet qui vous intéresse, l'exploration du système solaire. Nous avons déjà réalisé un peu d'Europe autour de la comète de Halley, avec l'Amérique. C'est une excellente initiative. Les satellites d'observation, l'heureuse concurrence qui existe aujourd'hui pour des stations orbitales habitées, les essais dont on se transmet la connaissance de Washington aux différentes capitales européennes, c'est excellent, à la condition bien entendu, sans quoi il n'y aura pas d'échange bilatéral, que la production de l'intelligence et de la technique se fasse des deux côtés de l'Atlantique.\

L'Europe de la santé : quoi ? Nous n'en serions pas capables ? Nous avons commencé de le faire, il faut le dire, mais c'est encore à peine amorcé, de bâtir une Europe de savants capables de lutter contre la croissance du cancer ou du sida. Chacun de nos pays va engager ses petites actions, pour peu qu'il le fasse. Des projets universels, planétaires sont en cours. J'en ai beaucoup discuté avec M. Nakasoné qui attache beaucoup d'importance, et avec raison, au développement d'un monde de la santé. C'est une proposition que j'avais émise au sommet des pays industriels de Versailles en 1982. Mais l'Europe au moins devrait représenter, pour reprendre une expression déjà employée, un pôle d'innovation, d'invention de recherches en commun. Cela existe déjà sous forme d'embryon. Le Professeur Tubiana par exemple a réuni récemment à Paris, - j'ai participé à cette réunion - des grands savants venus du monde entier et particulièrement de l'Europe pour la lutte contre le cancer.\

Les universités, la jeunesse, le projet Erasmus, faire que les jeunes gens puissent avec des bourses aller là où ils veulent dans les grandes universités reconnues de l'Europe, qu'il puisse y avoir un échange constant entre les universités, que les jeunes européens s'habituent à se trouver chez eux, que ce soit à Heidelberg, à Salamanque ou en Grande-Bretagne dans vos grandes universités, ou à la Sorbonne : cela est à notre portée. Les échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne sont très actifs, ne sont pas très actifs avec les autres pays.

- L'enseignement des langues. Je sais bien qu'à compter du moment où l'on développe ici une

langue qui a l'ambition de devenir universelle, on ne peut avoir que quelques réticences et l'Allemagne ne peut qu'éprouver quelques réticences lorsqu'on lui demande d'appeler "écu" une monnaie de réserve qu'il serait si commode d'appeler le mark. Bien entendu lorsque je pense à quelques "langues de réserve," la langue anglaise pourrait songer qu'après tout c'est sa vocation naturelle. Mais elle devrait songer que d'ici un siècle elle sera distancée par les langues romanes, en particulier par les langues hispaniques. C'est une remarque que je fais sans vouloir offenser personne mais qui peut montrer en effet, qu'il est nécessaire d'avoir un front commun dans la connaissance et le développement des langues. Tout cela est à faire.

- J'ai évoqué l'audiovisuel. C'est un facteur essentiel d'identité culturelle pour l'Europe. Nous sommes en mesure aujourd'hui de prévoir 125000 heures de programme pour l'Europe. Que fait-on à l'heure actuelle dans un pays comme la France ? On doit faire 5000 heures. Que fait-on en Grande-Bretagne ? Je ne sais. Ce qui est vrai, c'est que les programmes venus de l'extérieur de l'Europe par leur qualité, leur précision, leur dynamique sont à la veille de modifier les éléments culturels de l'Europe, celle dont nous sommes et celle que nous voulons. Il faut donc absolument agir très rapidement, notamment par les moyens de communication mais il faut absolument que tous les moyens de la technique soient mis à la disposition de l'Europe.

Je citerai aussi l'Europe de la sécurité. Au cours de ces derniers mois on a commencé à développer la lutte en commun contre le terrorisme. Je me contenterai de dire que je suis fermement partisan d'accélérer les démarches pour que, sans que chacun empiète sur le système judiciaire d'autrui, il n'en existe pas moins une réalité de police, une réalité de contrôle et une réalité judiciaire qui permette de mener à bien la lutte nécessaire contre les formes modernes de la barbarie.

Je voudrais maintenant évoquer la défense. Qu'est-ce qui existe ? Un accord particulier entre l'Allemagne et la France. C'est une grande conquête lorsque l'on pense qu'en l'espace d'un siècle, deux guerres mondiales et d'autres qui en étaient l'amorce ont divisé ces deux pays. Trois guerres ont laissé des traces profondes et cependant grâce aux hommes dont j'ai cité les noms tout à l'heure, grâce à la continuité affirmée depuis maintenant trente ans, c'est un problème qui se trouve derrière nous. Il y a une profonde amitié franco-allemande. L'amitié franco-britannique est considérée comme allant de soi, du moins depuis le début du siècle, c'est à dire 1904 car auparavant la France se connaissait des ennemis traditionnels. Le dernier a été l'Allemand, l'avant-dernier l'Anglais et l'avant-avant-dernier l'Autrichien, ce fut un moment l'Espagnol. Passons rapidement sur ces choses. Je n'interrogerai pas les personnalités britanniques qui sont devant moi pour savoir quel est leur classement. En tout cas, c'est une période dépassée.

- Les accords qui existent entre la France et l'Allemagne ont été conclus il y a maintenant un peu plus de 20 ans. C'était en 1963, par le Traité de l'Elysée signé par le général de Gaulle et le Chancelier Adenauer. Traité que j'ai modernisé et actualisé en 1983, 20 ans plus tard, en mettant en oeuvre les dispositions militaires qui étaient restées en jachère pendant les 20 années précédentes. J'aimerais bien qu'il y ait des conversations de ce genre avec d'autres pays. Ce n'est pas que nous ne parlions pas avec les gouvernants britanniques des problèmes militaires. Bien entendu, on en parle ! Nous avons particulièrement ressenti cette nécessité lorsqu'au lendemain de Reykjavik nous nous sommes rendus compte qu'un certain nombre des armements de l'Europe, en particulier certains armements de type nucléaire, étaient totalement dépendants des décisions qui seraient prises entre les deux puissances qui négocient aujourd'hui, c'est-à-dire l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique.

- Il faut savoir ce que l'on veut. Je pense qu'il est indispensable de mettre à plat, de mettre sur la table l'ensemble des données touchant au matériel militaire. Vous faites un avion, un avion de combat avec d'autres pays européens. Nous en faisons un autre. Lorsque je parle de char, d'hélicoptère... je ne prétends pas tout uniformiser. Je sais bien qu'il faudra du temps, que c'est difficile, qu'il y a des intérêts légitimes. Il y a aussi le fait que nous sommes dans la même alliance et que cette alliance comporte un élément indispensable, nécessaire, déterminant que sont nos amis américains, les Etats-Unis d'Amérique et qu'il est bien normal qu'ils aient leur part à ce concert. Il n'empêche qu'un certain nombre de fabrications de matériel militaire en

coopération entre les pays d'Europe apporterait un allègement à nos économies et sans doute une efficacité devant certaines perspectives militaires qui peuvent s'avérer spécifiquement européennes.

- Il existe en Europe deux pays et deux pays seulement disposant des armes nucléaires, le vôtre et le nôtre. Les autres qu'ont-ils ? Des armées dites conventionnelles. Ils appartiennent à l'Alliance atlantique. Si la France, au temps du général de Gaulle, s'est isolée du commandement intégré, c'est parce que le général de Gaulle a eu le sentiment qu'il n'y avait plus d'automatisme dans la décision de notre puissant allié à notre égard, qu'elle n'était plus établie, acquise, que cela pouvait varier selon le tempérament du Président, la nature ou l'état de l'opinion américaine, que cette absence d'automatisme dans le jeu de l'alliance en face d'une menace nucléaire représentait un danger mortel et qu'il convenait donc de s'armer soi-même, au moins pour parer au plus pressé, et disposer d'une dissuasion suffisante pour que nul ne songe à nous agresser. Ces données n'ont pas véritablement changé.

On peut imaginer des hypothèses strictement européennes qui ne poseraient pas forcément le problème du jeu général de l'alliance. Sommes-nous disposés à en parler ? Ne serait-il pas nécessaire que les ministres de la défense, que les ministres de la défense et de l'industrie, que les ministres de l'industrie aient des conférences de travail permettant de faire le tour des choses et peut-être d'aligner des démarches ? J'ajouterai qu'il me semble très utile de ne pas s'enfermer dans un esprit de système sur aucun de ces sujets. Contrairement à ce que l'on pense, en général, des Français, je suis tout à fait hostile au fait de fonder une institution, un organisme, une organisation chaque fois que l'on a une idée. On peut très bien laisser les gens agir selon leur inspiration, en particulier les gens qui agissent sur le terrain.

- Ainsi dans le cadre général de la Communauté, on peut parfois bâtir à plusieurs des aventures technologiques, examiner des stratégies ou des armements militaires entre ceux qui en ont le goût, ou dont la démarche est commune. Après tout la discussion d'aujourd'hui pourrait apparaître comme hétérodoxe pour les Grecs ou pour les Irlandais. Il y a des statuts différents dans l'Alliance atlantique et il y en a des pays de la Communauté qui n'appartiennent pas à l'Alliance atlantique. Ce n'est pas autour du même barème que tournent toutes les références. Je pense qu'il doit y avoir dans certains domaines des initiatives à géométrie variable sans que l'on en fasse non plus un système. Parce que ce serait un système d'éclatement de l'Europe. Voyez ce que l'on fait pour Airbus, pour Ariane. Il y a l'Espagne dans Airbus alors qu'elle n'était pas membre de la Communauté européenne. J'ai parlé d'Eurêka où il y a sept pays d'Europe en plus des douze. On peut s'inspirer de ces exemples pour adapter une démarche pragmatique et libre, aussi intelligente que l'est la réalité, sans prétendre imposer un jugement préconçu au mouvement des hommes et des choses. Encore faut-il que cela soit relié et qui peut mieux le faire, que l'Institution-même de l'Europe ?

Institution, j'ai prononcé le mot, cela sera une autre projection sur les terrains futurs. Mais je voudrais sur le terrain militaire me faire bien comprendre. Je souhaite qu'il y ait davantage d'échanges et davantage d'examen des problèmes stratégiques. Je ne demande pas, contrairement à certains autres, que l'Europe, en tout cas que la France participe aux négociations des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique. Je n'aurais pas voulu que la France fût à Reykjavik. Je ne souhaite pas qu'elle aille à Genève car le problème posé aux deux plus grandes puissances est un problème de surarmement. Elles ont, sur le plan nucléaire, plus de 10000 charges nucléaires. La France n'en a pas 500, la Grande-Bretagne non plus. C'est un chiffre en perspective, mais encore loin d'être atteint. Avant de penser à englober l'ensemble des puissances nucléaires dans un examen général, il faudrait que les deux super-puissances réduisent considérablement leur propre armement. L'examen qu'elles ont fait à Reykjavik de 50 % me paraît tout à fait raisonnable. Mais c'est pour vous dire que je ne recommande pas comme une sorte de revendication de l'Europe d'être présente. Qu'est-ce qu'elle ferait là ? Qu'est-ce qu'elle dirait ? Elle se trouverait englobée dans un désarmement qui, en vérité, ne la concerne pas tant qu'une certaine destruction des armements existants ou de non construction des armements futurs ne sera pas décidée par les deux plus grandes puissances.

- C'est ainsi qu'on a voulu un moment comptabiliser l'armement britannique et l'armement français dans les armes nucléaires intermédiaires. Je m'acharnais à répéter à M. Gorbatchev qui insistait là-dessus, (M. Reagan ayant soutenu la position française) : "nous n'avons pas d'arme intermédiaire ! Nos sous-marins qui sont l'essentiel de nos armes nucléaires, comme d'ailleurs des Britanniques, sont par nature stratégiques. Ils circulent au fond des océans, ils peuvent aller sur n'importe quel point du globe. La portée de leurs missiles peut atteindre 4500 kilomètres.

- Quant aux définitions "stratégique", "intermédiaire" "tactique" selon la portée des armements : n'est stratégique que ce qui traverse l'Atlantique. Ce sont des notions un peu courtes ! L'Océan atlantique n'est pas le barème de toutes les actions militaires possibles au monde ! Serait intermédiaire ce qui va d'un pays du continent (en ajoutant la Grande-Bretagne) à l'autre et à courte portée ou tactique ce qui fait 30 à 100 kilomètres ? C'est tout à fait artificiel. Il y a les armes qui sont nécessaires pour assurer l'indépendance d'un pays, sa sécurité et sa sauvegarde et celles qui sont des approches ou qui sont des éléments limités d'action précédant un conflit général.\

Je souhaite qu'il y ait plus d'échanges, donc plus de rencontres, et finalement plus d'accords. La relation franco-allemande est à cet égard assez exemplaire : il y a des manoeuvres militaires communes. Il faut renforcer la coordination et le débat. J'ai accepté, que dans la mesure naturellement du possible, dans le cas d'une menace de guerre, l'Allemagne qui pourrait être un territoire où se développeraient des conflits meurtriers, soit elle-même informée, qu'elle ait son mot à dire sur l'usage de nos armes. Même si bien entendu, la réalité de l'Europe, héritée de la dernière guerre mondiale, fait que l'Allemagne n'a pas accès à l'armement nucléaire, et ne peut pas avoir pour capacité de décider à la place des pays qui en disposent. Les Allemands le comprennent très bien d'ailleurs et ils ne le demandent pas. Mais ils disposent d'armes classiques conventionnelles importantes, ils ont d'immenses qualités militaires. Si on coordonne l'ensemble de ces forces, on peut arriver à une notion précise et non pas simplement verbale d'une sorte de défense européenne, tout ceci en jonction avec l'UEO qui de ce point de vue sera fort utile.\

Enfin les institutions. On parle de renforcer les pouvoirs du Parlement. Ils devront être renforcés, une fois qu'en 1992 on aura abouti, si on a abouti, à l'édification du grand marché intérieur. On peut très bien imaginer une consultation plus généralisée et même certaines initiatives du Parlement européen.

- D'autre part on parle d'une présidence. Je ne suis pas opposé à cette idée. J'ai entendu, venues de ce côté-ci de la Manche, quelques protestations véhémentes. Mais moi je ne suis pas hostile à cette idée. Je ne pense pas qu'il soit concevable d'imaginer dans un délai assez bref des élections au suffrage universel. Mais on peut imaginer des étapes. On ne voit pas pourquoi on s'en tiendrait à la pratique actuelle : tous les six mois, selon les obligations de l'alphabet, un pays, ou le chef d'Etat ou de gouvernement de ce pays-là, préside aux destinées de l'Europe. Pendant ces six mois, il y a un Conseil européen, parfois deux, qu'est-ce qu'on peut faire ? Chaque président, parfois deux, qu'est-ce qu'on peut faire ? Chaque président, au bout de six mois, reste sur ses regrets de n'avoir pu en faire davantage. La dernière présidence britannique a été efficace, la présidence belge le sera certainement. Je ne conteste pas du tout les capacités de ceux qui se succèdent. Mais il est vrai que c'est une instabilité institutionnelle dommageable.

- Alors on a essayé de corriger en disant eh bien il y aura une troïka, c'est-à-dire il y aura le président du moment, il y aura le président de la veille, et il y aura le président du lendemain et ces trois-là se réuniront, ce qui ferait qu'aujourd'hui le président belge serait assisté d'une vice-présidence de Grande-Bretagne, du Danemark. C'est un progrès, mais ce progrès n'est pas suffisant, d'ailleurs il n'est pratiquement pas mis en oeuvre.

- On peut imaginer une présidence permanente, en tout cas disposant d'un temps plus long, un an, deux ans, plus longtemps ? A douze bien entendu, bien des rivalités se feront jour. Non, on peut échapper à ces rivalités en désignant une personne, d'un commun accord bien entendu, une personne qui serait choisie pour conduire les travaux pendant une période déterminée, quitte à ce qu'elle soit assistée par des représentants des différents pays. Je ne suis pas hostile à l'idée, j'estime qu'il faut la préciser. Je m'y suis essayé à mon tour.\

, comme que dans le premier, je n'y suis pas, je n'en suis pas.

Mesdames et messieurs, rien de tout cela ne se fera sans volonté politique : ou on veut, ou on ne veut pas. Mais la volonté, elle, est politique. Le jeu des cartes qui est disposé devant nous est simple à définir. Nous pouvons en rester au stade de l'alliance. Nous sommes des pays alliés, nous sommes des pays amis, sans structure. Nous avons commencé d'être associés, c'est une structure, comme une association entre personnes privées. C'est-à-dire que nous avons un Conseil d'administration, nous avons des statuts, nous votons de temps en temps à la majorité, de temps en temps à l'unanimité, c'est une association. Nous ne sommes pas une véritable confédération. Peut-être sur certains points, pouvons-nous dire que nous le sommes. C'est un peu le cas de la politique agricole, ça pourrait être le cas de quelques autres politiques institutionnelles. Et nous sommes loin d'être une fédération, c'est-à-dire que nous n'avons pas d'unité politique. Nous pouvons de temps à autre émettre un texte sur la façon dont nous concevons le retour à la paix au Moyen-Orient. Nous pouvons nous exprimer de temps à autre, et ce n'est pas si aisé, sur l'attitude à prendre en face de l'apartheid - en Afrique du sud -. Nous pourrions exprimer une idée sur la situation de l'Amérique centrale, et sur le rôle respectif que peuvent jouer le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique, mais cela n'arrive jamais naturellement. Nous pouvons formuler des positions sur l'Afghanistan. C'est très facile, cela pourrait être encore plus facile, semble-t-il, à partir d'aujourd'hui. Nous sommes suffisamment proches les uns les autres pour avoir des points communs. Je crois qu'il faut chercher systématiquement à définir une volonté politique commune sur les grands problèmes qui touchent à la vie du monde.

- Ira-t-on vers l'unité politique que je souhaite ? Pour reprendre le terme initial, la France est ma patrie, l'Europe est notre avenir. Est-il possible de ne pas manquer ce rendez-vous ? C'est toute l'oeuvre à accomplir, c'est le sujet de ce débat.

QUESTION.- Dans votre très intéressante description de l'avenir de l'Europe, pourriez-vous ajouter quelques mots sur le développement, tel que vous le concevez, de cette Europe par rapport aux deux super-puissances. Vous en avez dit un mot, bien sûr, mais, il me semble que nos rapports avec les Etats-Unis entrent actuellement dans une phase cruciale et difficile. Il est possible que nous ayons à faire face à une guerre commerciale & des différences existent, comme le laissait entendre notre Président, entre le point de vue des super-puissances exprimées à Reykjavik et ceux des Européens. Comment, à votre avis, tous ces éléments vont-ils jouer les uns par rapport aux autres ? Sommes-nous en train de nous éloigner des super-puissances, et notamment de l'Amérique ? Nos intérêts prennent-ils une direction divergente ? Que pensez-vous de tout cela ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur, puisque l'on parle surtout des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe, je résumerai mon propos en termes simples, nous sommes alliés, nous sommes donc dans la même alliance militaire et nous sommes dans le même ensemble économique. De multiples institutions nous rassemblent. Cela bien entendu étant précisé, que j'en suis partisan, cela ne doit pas conduire à l'identité, il y a des rivalités d'intérêts, et il y a des rivalités culturelles. Il faut rester soi-même si l'on veut pouvoir réaliser de bonnes ententes. Rester soi-même, vous allez parler du protectionnisme. Je crois que la seule façon de trouver un dénominateur commun aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Europe c'est de partir en guerre contre toute forme de protectionnisme. Et d'abord contre les protectionnismes hypocrites. Actuellement, on se lance des chiffres à la figure, les Américains disent : la Communauté, c'est une protection. Mais on ne peut pas négocier deux fois la même chose. Au GATT, il y a plus de vingt ans, il avait été décidé par exemple que pour corriger la protection agricole de l'Europe, les produits alimentaires pour les animaux parviendraient en Europe sans taxe. Cela a été décidé, cette compensation a été obtenue. Il est difficile de négocier une deuxième fois le même avantage. J'ai déjà demandé qu'une conférence ait lieu et qu'on commence par mettre sur la table, la totalité des protectionnismes pratiqués par les uns et par les autres. Par exemple, le protectionnisme japonais : ils mettront rien sur la table car il n'y a pas de protectionnisme institutionnel. Et pourtant on ne pénètre pas le Japon. Donc il faudra également tenir compte des formes de protectionnisme plus subtiles. Une société française qui veut entrer au Japon, il lui faut sept ans de patience. Je cite un exemple concret que je connais, il faut avoir les reins financiers solides pour attendre sept ans

avant de pouvoir vendre un pot de yaourt à un Japonais.

- Tous les protectionnismes. Moi, au nom de la France, je suis prêt à engager ce débat et à mandater les représentants de la France pour qu'ils renoncent aux protectionnismes - au pluriel - dont la France pourrait se servir contre ses voisins. C'est simple.\

`Suite sur le protectionnisme et les relations Europe - Etats-Unis`

- Quant à la Communauté européenne, elle repose sur une certaine protection de son marché commun. Eh bien cela se négocie. Ce n'est quand même pas un protectionnisme étroit, cela représente un ensemble de 320 millions d'habitants. C'est plus peuplé que les Etats-Unis d'Amérique, plus peuplé que l'Union soviétique, plus peuplé que le Japon. Nous avons donc le droit, cette entité-là, de la protéger mais d'un commun accord et sur des bases négociées. Tandis qu'aujourd'hui, c'est une petite guerre sauvage. J'ai appris par exemple qu'on venait d'arrêter le cognac à l'entrée des Etats-Unis d'Amérique. Je ne sais pas qui souffrira le plus mais j'ai éprouvé cette nouvelle très douloureusement parce que je suis né là. Bon, je me dis mais qu'est-ce qui arrive aux Américains ? C'est vrai que cela peut être considéré comme superflu. Lorsque

j'entends dire que le Maroc ou que l'Egypte sont des nouveaux chantiers ouverts à la vente de céréales à bas prix, je souffre pour les productions de céréales françaises ou européennes. Lorsque j'entends dire qu'il y a un monopole de navigation pour le transport des marchandises, je me dis mais est-ce que ce ne serait pas déjà une forme déjà ancienne de protectionnisme ?

- Reykjavik est un exemple typique. Il faut que désormais, avant que les deux grands pays qui débattent du désarmement aboutissent à un accord, les pays d'Europe soient consultés. Il doit y avoir une consultation interne à l'Alliance `Alliance atlantique`, le Président Reagan en est d'accord. Il a écrit aux différents chefs d'Etat et de gouvernement. Je lui ai répondu. Mais jusqu'ici, cette consultation s'est bornée le plus souvent à des lettres extrêmement amicales mais qui arrivent souvent après les dépêches d'agences. Il faudrait que l'ordre soit inversé de façon qu'il soit possible d'édifier une politique commune. Je respecte beaucoup les Etats-Unis d'Amérique. J'ai beaucoup d'amitié pour son peuple et j'ai des relations excellentes avec le Président des Etats-Unis, auquel nous sommes redevables d'une large part de notre sécurité commune et de combien d'autres éléments fondamentaux de notre vie notamment de la liberté d'être, d'exister. Cette pétition de principe étant faite, cela n'empêche pas que ce ne sont pas les mêmes fabricants d'objets qui sont à Detroit et qui sont à Pittsburgh ou qui sont à Hambourg ou qui sont à Lyon. Je pense que cela doit être la même chose en Angleterre. Alors je pense quand même à défendre les intérêts de ceux qui se trouvent chez nous et de ce point de vue, il faut une négociation générale contre tous les protectionnismes. Il faut que la négociation sur le GATT serve à cela, mais il faut que cela soit précédé de négociations extrêmement serrées entre les partenaires de l'alliance, entre le pilier européen et le pilier américain de l'alliance.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué la division de l'Europe et vous avez regretté cette division. Est-ce que vous pourriez nous dire quelles sont les conditions historiques et politiques pour le dépassement de la division de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Cela ne peut être une approche prudente. J'ai dans l'esprit que l'Europe ne sera pas l'Europe, tant que l'Europe de l'Est n'aura pas bâti un bon contrat avec l'Europe de l'Ouest. Difficulté immense. Il s'agit de deux mondes sur les plans philosophique, politique, économique, social, mais pas sur le -plan culturel. Car la culture des pays de l'Est est aussi européenne que la nôtre, elles sont complémentaires. Donc, je crois que cela doit s'organiser autour d'accords particuliers et de soutiens financiers. Il en existe déjà avec quelques pays, je pense à la Hongrie, je pense à la Roumanie, je pense à la Pologne. Des soutiens, de l'entraide, de la solidarité pratique, vécue au quotidien et qu'il est possible de multiplier. Les accords culturels, il ne faut pas les négliger. Tout passe par l'esprit. Et si l'on se rend compte par la traduction des ouvrages, par des échanges de conférences, par des relations entre les savants, si l'on s'aperçoit que les uns peuvent apporter beaucoup aux autres, il faut éviter de provoquer les grands clash, notamment avec le pays protecteur de l'ensemble des pays de l'Est, je veux dire l'Union soviétique. Il ne faut pas qu'elle ait le sentiment qu'il s'agit d'une machine de guerre. C'est une démarche très pragmatique que je recommande. On peut ne pas le faire. Il faut

toujours y penser. On peut le faire mal, lentement, mais il faut toujours y penser. Penser que l'Europe ne sera l'Europe que lorsqu'elle aura retrouvé son unité géographique et historique.\

QUESTION.- Dans son analyse de la situation de l'Europe sur le -plan de la sécurité militaire, le Président a fait -état à plus d'une reprise du fait que le Royaume-Uni et la France sont les deux pays européens qui disposent de l'armement nucléaire. Pense-t-il que la situation de l'Europe sur ce -plan s'améliorerait si l'un de ces pays ne dépendait plus d'un système nucléaire de défense, ou ne participait plus à l'armement nucléaire ?

- LE PRESIDENT.- Vous me faites pénétrer insidieusement dans la politique intérieure britannique, je m'en garderai bien. Je vais donc vous répondre pour la France. La France aurait tort de renoncer à la détention de l'arme nucléaire, car c'est la seule arme dissuasive pour éviter la guerre, pas pour la faire, pour l'empêcher.

- QUESTION.- De quelles manières une influence européenne pourrait-elle s'exercer dans le -cadre des négociations en matière de contrôle des armements, qui constituent un aspect essentiel des rapports Est Ouest & plus spécifiquement, dans quelles circonstances pensez-vous que les armes nucléaires françaises et britanniques devraient être prises en compte dans ces négociations afin de permettre à la France et à la Grande-Bretagne d'y participer ?

- LE PRESIDENT.- J'ai dit tout à l'heure que je ne souhaitais pas que la France participât aux négociations sur le désarmement nucléaire dans l'-état présent des choses. J'ai même fait une estimation numérique, j'ai dit : plus de 10000 charges nucléaires en Union soviétique, plus de 10000 charges nucléaires aux Etats-Unis d'Amérique, moins de 500, je dois même dire moins de 300, actuellement en France ou en Grande-Bretagne. Il faut donc, avant d'aborder la nécessaire conférence qui un jour devrait réunir les cinq puissances nucléaires ou celles qui le deviendraient d'ici là (les Etats-Unis d'Amérique, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, le Royaume-Uni, la France, la Chine) que les deux plus grandes puissances limitent leur propre armement. C'est dans ce sens-là que l'on est allé à Reykjavik. Je n'analyserai pas les aspects qui pouvaient paraître disons inattendus à Reykjavik. Mais la limitation à 50 %, qui a été sérieusement examinée par les deux parties, me paraît tout à fait convenable et concevable. Personnellement je le souhaite. De même une certaine élimination des forces intermédiaires. Je ne parle pas là de l'option zéro qui représente tout un monde de négociations que je ne veux pas aborder aujourd'hui, mais d'une réduction, assortie en tout cas d'un contrôle. De même il y a des précautions à prendre par -rapport aux armes chimiques. De ce point de vue, c'est aux deux plus grandes puissances qu'il appartient de commencer, de donner l'exemple jusqu'à un certain moment où les forces pourraient être sinon comparées, du moins comparables, vous voyez la différence que j'établis entre ces termes & je ne demande pas qu'il y ait identité entre les puissances d'armement soviétique, américaine et française par exemple. Mais qu'il y ait quand même des situations comparables. J'ai indiqué d'autres conditions, je n'y reviendrai pas.\

` Suite sur les négociations Est - Ouest `

- A partir de là - je l'ai dit aux Nations unies en 1983 - la France serait disposée à entrer dans la négociation, mais elle ne le fera pas avant. La France et la Grande-Bretagne - mais je parle pour la France - n'ont pas à être incluses présentement dans un débat qui les dépasse. Ce serait une trop bonne occasion fournie à l'un des partenaires d'englober certaines de nos forces pour les réduire sur le continent à néant.

- Supposez que l'on ait compris la force nucléaire française dans l'équilibre stratégique établi par les deux plus grandes puissances, dès lors que l'on estimait que les forces sous-marines françaises étaient de caractère intermédiaire, la totalité de l'armement nucléaire français se trouvait décomptée dans le calcul. Quel était son inconvénient ? Lorsque M. Gorbatchev, que j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois d'une façon fort intéressante - c'est un homme parfaitement capable de comprendre les problèmes modernes - me répétait cette demande soviétique, je lui répondais que c'était un peu arbitraire que de vouloir négocier des sous-marins français, tandis que les sous-marins américains et soviétiques n'étaient pas sur la table de ce même forum sur les forces intermédiaires de la conférence de Genève. On se demande pourquoi il y aurait cette différence de traitement. D'autre part, lorsqu'on parlait des armes intermédiaires, je me demandais pourquoi - et je le révétais - nos forces essentiellement mobiles sur la surface

je me demandais pourquoi. Et je le répète : nos forces essentiellement terrestres sur la surface du globe seraient comprises dans un échange d'armes intermédiaires qui laisserait intacts la capacité, le potentiel stratégique des 10000 - on devrait dire des 8000 charges nucléaires stratégiques - des deux côtés de la table de négociation américaine ou russe.

- Donc, c'est parler d'une façon totalement irréaliste et cela aboutirait à une conclusion tout à fait pittoresque, disais-je à M. Gorbatchev. M. Gorbatchev répondait "mais je ne demande pas du tout à la France de diminuer son armement. Ce qu'il faut, c'est que l'Alliance atlantique reste dans des données comparables aux forces de l'Est". A partir de là, la France qui n'est pas partie à la négociation se trouverait enfermée dans une définition numérique. Et supposez que la France, à partir de ses quelques centaines de charges nucléaires veuille les augmenter ? Par exemple, lorsque notre force sous-marine pourra passer de fusées à une à des fusées à six têtes - c'est en cours - et de six à douze têtes - cela c'est pour la fin du siècle -, ce qui automatiquement multipliera considérablement notre force défensive et dissuasive, supposez que nous voulions précisément passer de six à douze, à qui faudra-t-il demander la permission ? Aux Etats-Unis d'Amérique, qui pourraient nous dire : "Ecoutez, moi, justement, j'y songeais" £ à la Grande-Bretagne : "non, moi je voulais faire..." Si bien que M. Gorbatchev, par ce système, lui ai-je expliqué, ramènerait la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Ce qui me paraissait une démarche surprenante. Non, la France ne veut pas demander la permission à quiconque, y compris à ses meilleurs alliés, pour estimer ce qui est nécessaire à sa sécurité.\

QUESTION.- Notre association est la structure étudiante qui est implantée dans 35 universités de la Communauté européenne, avec près de 1000 étudiants adhérents £ nous avons pu voir dans les derniers mois un sentiment assez nouveau qui naissait dans le public étudiant en Europe - et ceci toutes nations confondues - qui, notamment à travers les problèmes universitaires qui se posaient, avait une analyse relativement commune, à savoir que le -cadre national, dorénavant, n'offrait plus les moyens d'apporter des solutions à ses problèmes de financement et reprenne les structures ... archaïsmes ... des structures qui existent en Europe. Ne pensez-vous pas que ce serait le moment de créer, au niveau européen, un nouveau programme communautaire qui prenne en charge la formation au niveau du moins de l'enseignement supérieur en Europe ?

- LE PRESIDENT.- Je pense monsieur que cela doit faire partie du projet de l'Europe. Il y a à établir simplement un ordre de priorité, en raison de la modicité des moyens budgétaires, mais c'est un projet tout à fait nécessaire. Quand pourra-t-il se réaliser ? C'est aux Douze maintenant d'en débattre.\

QUESTION.- Notre dernière rencontre, monsieur le Président, a eu lieu à l'occasion de la signature du traité du tunnel transmanche. Je me souviens très bien de la construction du tunnel sous le Mont-Blanc, et j'ai également à l'esprit le tunnel du Saint-Gothard en Suisse. Aviez-vous estimé, dans ces deux cas, que la France, la Suisse et l'Italie en faisaient trop leur affaire plutôt qu'une affaire européenne ? Et le tunnel transmanche risque-t-il d'être envisagé non pas dans le contexte européen mais dans celui d'une opération franco-britannique ?

- LE PRESIDENT.- Depuis Saint-Gothard quand même de l'eau a coulé sous les ponts. Aujourd'hui, la Communauté européenne a une réelle existence, même si cette existence est parfois insuffisante. J'ai dans mon propre exposé, tout à l'heure, indiqué que je concevais le transmanche comme un élément du développement des moyens de communication et j'ai même cité le lien à établir, la communication directe à établir entre le transmanche, donc vers le coeur de l'Angleterre, et le système TGV français, belge, hollandais, allemand. Cela pouvant s'étendre naturellement du côté suisse ou italien, pourquoi pas d'ailleurs espagnol, enfin, cela est un autre problème. Mais c'est tout à fait à notre portée. Donc, je ne conçois le transmanche qui viendra innover l'Angleterre, mais aussi le nord de la France, que comme un élément d'un tout qui devait être un tout européen autour des grandes métropoles hanséatiques, jusque si possible, pourquoi pas, au Portugal. Cela me paraît indispensable. Et les premiers éléments, sans rêver, sont déjà à notre portée. Il existe déjà Paris - Lyon, il va exister Paris - Lille. On discute sérieusement des lignes Bruxelles - Liège. On parle de Bruxelles - Amsterdam. Et on parle de Bruxelles - Francfort ou Liège - Francfort. En France, on parle de Paris - Strasbourg, on ne se contente pas d'en parler, on fait des projets. Paris - Bordeaux et la frontière espagnole est en

cours. Donc, on va pouvoir accéder véritablement autour du transmanche à une communication colossale de l'ensemble des pays d'Europe avec le Royaume-Uni.\

QUESTION.- Vous avez parlé de la nécessité d'un resserrement entre Européens pour entreprendre beaucoup de choses, notamment dans le domaine de la recherche scientifique, et vous avez cité les exemples spécifiques du cancer et du sida. Seriez-vous disposé et en mesure de prendre une initiative au nom de la France et peut-être de l'Europe en vue d'une coopération urgente et à grande échelle entre les meilleurs cerveaux européens afin de s'attaquer aux problèmes de (...) un vaccin contre le sida qui nous inquiète énormément en Europe et qui menace de ravager tous nos pays ?

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie. J'ai dû rappeler tout à l'heure que j'avais poussé à la constitution d'un groupe de travail des plus grands chercheurs européens sur le cancer, autour du Professeur Tubiana. J'ai moi-même présidé la première réunion de travail de ce comité qui est tout à fait remarquable. On commence tout juste à s'organiser en France pour la lutte contre le sida, c'est-à-dire que nous commençons d'avoir une organisation nationale. Pourquoi ne pas passer au stade européen, puisque ces grandes contagions ne connaissent pas de frontières ? Et je me demande pourquoi, profitant de votre question, la France ou tout autre pays, ne saisirait pas la Communauté d'une démarche similaire à celle contre le cancer dans les trois mois qui viennent. Pourquoi, est-ce qu'au sommet de Bruxelles, on ne déciderait pas une action dans ce sens ?\

QUESTION.- Le Président pense-t-il que l'ensemble de l'Europe puisse contribuer, à l'heure actuelle, à la recherche d'un règlement au Moyen-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous répondre comme je le pense. Elle le pourrait mais elle n'a pas cette influence-là. Elle le pourrait. Il y a une demande, notamment autour du problème israélo-arabe et autour du problème proprement libanais. Il n'y en a pas pour le problème irako-iranien. Cette demande est exprimée avant chaque sommet européen. "Intervenez, intervenez, nous avons besoin de la voix de l'Europe".

- L'Europe elle-même sur ce point, a bien bâti une doctrine minimum autour de la notion de frontières "sûres et reconnues" pour Israël de la reconnaissance définitive de son droit et de ses moyens à exister. Là-dessus il y a une position commune des pays de l'Europe. A partir de là, lorsqu'il s'agit d'affirmer les résolutions 242 ou 338 des Nations unies `ONU`, le principe est toujours retenu, la pratique est plus faible parce qu'il y a des influences diverses qui jouent selon les pays en faveur de tel ou tel bloc. Bien entendu cela empêche, du moins jusqu'à nouvel ordre, qu'il y ait des positions tout à fait réalistes. Il y a surtout des déclarations d'intention. Ces déclarations d'intention qui sont toujours pacifiques sont excellentes, mais pas suffisantes. C'est-à-dire que la définition de la volonté politique de l'Europe dans ce domaine est encore un peu faible.

- Pour le Proche-Orient, pour le conflit Israël - pays arabes, la France a pris une position favorable à une conférence internationale qui pourrait être préparée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Cela aurait l'avantage de mêler directement à la résolution du conflit - à l'examen de la résolution du conflit - déjà les deux grands pays antagonistes. Il est illusoire de penser que l'on pourra régler ces problèmes en l'absence des Etats-Unis d'Amérique ou de l'Union soviétique puisque de toute manière ils sont présents par des intermédiaires. Et cela est préférable de les avoir directement. D'autre part il faut deux pays aussi connaisseurs qu'ils le sont des problèmes du Proche et du Moyen-Orient que le sont la Grande-Bretagne et la France, sans oublier l'influence mondiale dont peut disposer la Chine.

- Je pense qu'il y a là une amorce intéressante d'autant plus que dans une Conférence préparée par ces cinq pays, il serait tout à fait possible d'inclure toutes les relations bilatérales possibles et imaginables. On n'y arrivera pas en commençant par les relations bilatérales. J'ai défendu moi-même cette thèse, pendant de longues années. Je préfère les relations bilatérales directes entre les gens qui se combattent. J'ai été un des rares Français à approuver l'accord de Camp David en ce sens qu'il réglait le problème militaire entre l'Egypte et Israël, mais pas dans le sens qu'il réglait le problème palestinien qui n'a pas été réglé.

- Je suis donc d'accord sur toutes ces relations directes mais en fait elles n'ont pas abouti. Lorsque je rencontre mes amis dirigeants d'Israël, - je reverrai M. Shimon Pérès dans quelques jours, j'avais hier comme hôte à Paris, le roi Hussein de Jordanie - M. Pérès me répètera "J'ai confiance dans les relations directes". "Oui, vous avez confiance mais cela ne se fait pas". On ne peut pas rester durablement sur ce terrain-là. La conférence internationale préparée de la façon que j'ai indiquée devrait faire de réels progrès. Pourquoi est-ce que l'Europe ne s'entendrait pas sur cette démarche.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez cité la défense et la sécurité parmi les choses à faire dans l'avenir. Je voudrais vous poser deux brèves questions à ce sujet : pensez-vous que la défense soit un aspect désirable mais facultatif de l'Europe, ou bien qu'un progrès en matière de défense et de grande politique soit, dans une certaine mesure, un préalable essentiel si l'on veut progresser dans d'autres domaines où l'Europe doit faire face à tant de crises ? Deuxième question : si un progrès à cet égard apparaissait essentiel, qu'impliquerait-il pour la France ? La France s'est retirée en 1966 du Commandement intégré de l'OTAN, non pas par simple mauvaise humeur, mais en raison d'un profond désaccord avec les autres membres de l'Alliance sur le plan de la doctrine militaire. Dans l'hypothèse d'un progrès en matière de défense en Europe, qui devrait changer d'avis ?

- LE PRESIDENT.- Ce ne sera pas nécessaire. Je considère que la défense commune est une condition sine qua non à la réussite finale de l'Europe. Mais ce n'est pas une condition préalable. La preuve, c'est qu'on a pu beaucoup avancer depuis trente ans sans avoir pu résoudre le problème militaire qui ne peut être résolu qu'avec le temps car nous sommes tenus par l'équilibre européen tel qu'il est issu des accords qui ont suivi la dernière guerre mondiale. Le statut de l'Allemagne n'est pas le même que le statut de la Grande-Bretagne et de la France par exemple. Chacun le sait bien, pardonnez-moi de le rappeler.

- Donc, je crois que pendant la période présente, une communauté de défense pourrait être désirable mais pouvait rester facultative. Elle l'est restée et cela n'a pas empêché l'avance de l'Europe. Et si aujourd'hui l'Europe connaît des obstacles, - j'ai essayé de les citer il y a un moment - ce n'est pas à cause de l'absence d'une communauté de défense, car l'Alliance `Alliance atlantique` pour l'instant en fait office. Bien entendu, je souhaite qu'il y ait une défense proprement européenne, de façon que l'Europe prenne elle-même en main son propre destin. Si l'on veut aboutir au cheminement normal de cette Europe allant vers son unité, pour le moins confédérale, d'autres, je suis de ceux-là, pensent à un stade ultime plus structuré - mais les pays n'en sont pas là, il suffit de le constater - que pour les stades ultérieurs, une certaine communauté de défense devra être définie. Il y a déjà des appels au sein de l'UEO, des demandes surgissent un peu partout. L'Allemagne est demanderesse d'une certaine manière, pas comme on le dit généralement. Mais j'ai en mémoire quelques discours ou interventions du Chancelier Schmidt. En vérité, le gouvernement allemand ne demande pas l'accession à la détention de l'arme nucléaire, ni même exactement le partage.

- Condition finale de réussite de l'Europe associée à la volonté politique : oui sans aucun doute, à la condition qu'il y ait une certaine unité politique de l'Europe qui devrait être accomplie au préalable sans quoi nous achopperions sur le même problème qu'au moment de la Communauté européenne de défense des années 1953 - 1954 `CED`. Voilà ma conviction. Donc, condition finale : oui et condition préalable : non et condition désirable : oui et condition facultative pour un certain temps.\

Votre deuxième question : la France et l'arme nucléaire. Je vous ai dit pourquoi tout à l'heure : parce que n'ayant pas l'assurance d'un automatisme dans le jeu de l'Alliance `Alliance atlantique` en face d'une menace, il y avait toute une part de la sécurité qui restait non assurée. La France a entendu la remplir elle-même et donc ne pas rester uniquement dans le -cadre du commandement intégré `OTAN`, mais quand même allié fidèle, de telle sorte qu'elle a défini elle-même son développement nucléaire. C'est vrai que la France n'éprouve pas la gêne que d'autres pourraient éprouver devant telle ou telle décision qui serait prise à Genève parce que son propre armement ne dépend que d'elle. Mais son arme nucléaire n'est pas partageable. Elle n'est pas diplomatiquement et politiquement partageable avec nos amis allemands. Ce qui ne veut pas

pas diplomatiquement et politiquement partageable avec nos amis allemands. Ce qui ne veut pas dire que la coopération militaire et que la marge d'alliance entre l'Allemagne et la France ne peut pas être élargie car l'arme nucléaire n'est pas la seule arme. Les armes nucléaires européennes ne sont d'ailleurs qu'une partie du tout de l'alliance. L'arme nucléaire stratégique américaine est infiniment plus puissante, elle est un facteur d'équilibre indispensable. La sécurité de la France repose sur l'alliance et sur la force de dissuasion. Nous marchons sur deux jambes. L'une serait coupée, nous tomberions. Sur le -plan de l'Europe, il y a des armes de toutes sortes, des stratégies différentes, il n'est pas établi d'avance que la guerre y serait fatalement nucléaire. Moi, je le pense. Je dois m'exprimer ici clairement : je pense que toutes les guerres déboucheraient sur la guerre nucléaire. Je le pense mais beaucoup de bons esprits pensent le contraire, pensent qu'il pourrait y avoir une habile démarche qui procéderait au moyen des forces conventionnelles pour éviter l'affrontement entre les deux principales puissances. Dans ce cas-là l'Europe serait à découvert. Une forme plus subtile encore qui serait la réduction à zéro comme on en a parlé un moment à Reykjavik, ce qui poserait le problème du formidable déséquilibre conventionnel entre les forces soviétiques et les forces des pays d'Europe appartenant à la Communauté.

- Ce n'est pas la seule arme. Si l'hypothèse conventionnelle devait s'affirmer, l'Allemagne redeviendrait un très puissant partenaire, et même j'ajouterais un partenaire indispensable.

- On peut donc coordonner beaucoup plus fermement qu'on ne le fait, coordonner les armes nucléaires entre la Grande-Bretagne et la France, coordonner les armes classiques avec d'autres pays dont l'Allemagne, coordonner la stratégie entre pays européens. J'en suis tout à fait partisan, et ça commence naturellement par une coordination des armements eux-mêmes.

- Nous n'avons pas parlé du tout de l'IDS. Certains ont regretté que certains pays d'Europe n'y participent pas. La France, par ma bouche, a refusé de participer à cette stratégie. Bien entendu les entreprises elles, font ce qu'elles ont envie de faire pour telle ou telle fourniture. Mais il n'y aura pas d'accord d'Etat pour participer à cette stratégie. Situation contestée en France où il y a des gens fort importants qui ont une pensée contraire à la mienne. Mais je maintiens celle qui est mienne. Je ne pense pas que ce soit nécessaire d'ajouter une dimension nouvelle au mot surarmement. On n'est pas prêt en fait de voir l'Amérique renoncer, pas plus que l'Union soviétique, à ses forces.\

QUESTION.- Monsieur le Président, certains vous diraient que la désillusion ressentie par bien des gens à propos de la Communauté européenne résulte de la différence entre les espoirs et les aspirations exprimés par les politiciens et hommes d'Etat et la réalité communautaire. Tous les discours sur une Europe technologique, une Europe où tous coopèrent ensemble, une Europe sociale sont perçus sur un fond de crises budgétaires perpétuelles. En ce début d'année, la Communauté n'a même pas arrêté son budget pour 1987. Quels espoirs peut-on nourrir pour les grands desseins si les douze grandes nations de la Communauté européenne n'arrivent même pas à se mettre d'accord sur les prix et les niveaux de production agricole ?

- LE PRESIDENT.- Ce que vous dites est un constat cruel mais juste. Il y a des personnalités européennes qui pensent qu'il ne faut pas se contenter de dire mais qu'il faut faire et quand on fait, il faut s'en donner les moyens. Il y a d'autres personnalités éminentes qui estiment qu'il faut avancer pas à pas et qu'il faut d'abord affermir les économies nationales et donc ne pas trop dépenser sur le -plan communautaire. Ces deux formes d'esprit s'affrontent en permanence. Je souhaite que ceux qui pensent communauté finissent par convaincre les autres, à ce moment-là le dire et le faire seront plus harmonisés.\